

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 570 du 19 mars 2026

Portant mise en demeure de respecter diverses prescriptions applicables

SOCIÉTÉ FM FRANCE SAS

FAUVERNAY (21110)

Le Préfet de la Côte-d'Or

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 181-1, L. 514-5 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 novembre 2008 portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de FAUVERNAY (21110) ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 2 février 2026, transmis à l'exploitant par courrier du 13 février 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 13 février 2026 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du Code de l'environnement ;

VU les observations présentées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté le 26 février 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2008 susvisé dispose :

« La composition d'une palette type a été fixée comme suit dans les hypothèses de l'étude de dangers : 30 kg de bois, 1 à 20 kg de plastique d'emballage, 100 kg de carton, 350 kg de produit classé. L'exploitant est tenu au respect de cette composition. [...] En cas de modification de cette composition, l'exploitant devra préalablement mettre à jour son étude de dangers et la soumettre pour avis à l'inspection des installations classées. »

CONSIDÉRANT que l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé dispose :

« L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R.515-99 du Code de l'environnement » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 2 février 2026, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé d'analyse de risques comme cela est défini dans sa procédure de gestion des modifications M6-Procédure-00905-France-V5, intégrée à son système de gestion de la sécurité ;

CONSIDÉRANT que l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé dispose :

« 2. Analyse de risques

L'analyse de risques, au sens de « l'article L.181-25 » du Code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

3. Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques

L'étude de danger que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques ».

CONSIDÉRANT que l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2024 dispose :

« la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai » ;

CONSIDÉRANT que l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé dispose :

« les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé.

L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualitatifs ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.

A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipement similaires mis en œuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.

Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables. »

CONSIDÉRANT que l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé dispose :

« l'intensité des effets des phénomènes dangereux est définie par rapport à des valeurs de référence exprimées sous forme de seuils d'effets toxiques, d'effets de surpression, d'effets thermiques et d'effets liés à l'impact d'un projectile, pour les hommes et les structures ».

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 2 février 2026, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que :

- le stockage des batteries n'est pas réalisé dans les conditions décrites dans le dossier de l'exploitant ;
- l'exploitant, pour son stockage de batteries, n'a pas étudié les éléments prévus par les prescriptions de l'article 7 (paragraphes 2 et 3) et de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et des articles 2 et 9 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé ;
- l'exploitant n'a pas défini la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie du stockage de batteries et ne l'a pas intégrée à son plan d'opération interne ;

CONSIDÉRANT que ces manquements sont de nature à réduire le niveau de maîtrise des risques d'accident sur le site classé SEVESO seuil-haut, avec des enjeux de sécurité publique ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit « en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations [...] l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de ce qui précède, il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans des délais déterminés, les dispositions des articles 7, 8 et 9 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, des articles 2 et 9 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement, l'exploitant a fait part de ses observations le 28 février 2026 suite à la transmission du projet d'arrêté de mise en demeure ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société FM FRANCE SAS, dont le siège social est situé ZI rue de l'Europe - BP 80236 - 57372 PHALSBURG CEDEX, est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour son entrepôt logistique SEVESO seuil-haut sur la commune de FAUVERNAY (21110) :

Dispositions	Délais à compter de la notification du présent arrêté
<p>Article 7 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé : « 2. Analyse de risques <i>L'analyse de risques, au sens de « l'article L.181-25 » du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</i></p> <p><i>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitations, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.</i></p> <p><i>Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques sou lorsque les dangers sont importants ».</i></p>	2 mois
<p>Article 7 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé : 3. Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques <i>L'étude de danger que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleurs pratiques »</i></p>	2 mois

<p>Article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé : <i>« L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R.515-99 du code de l'environnement »</i></p>	1 mois
<p>Article 9 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé : <i>« la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai » ;</i></p>	2 mois
<p>Article 2 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé : <i>« les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé.</i></p> <p><i>L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualitatifs ou quantitatifs tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.</i></p> <p><i>A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipement similaires mis en œuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.</i></p> <p><i>Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables. »</i></p>	2 mois
<p>Article 9 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé : <i>« l'intensité des effets des phénomènes dangereux est définie par rapport à des valeurs de référence exprimées sous forme de seuils d'effets toxiques, d'effets de surpression, d'effets thermiques et d'effets liés à l'impact d'un projectile, pour les hommes et les structures »</i></p>	2 mois

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Notification et Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société FM FRANCE SAS.

Article 4 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune de FAUVERNAY et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général de la préfecture

SIGNÉ

Denis BRUEL